Bureau du 2 septembre 2002

Décision n° B-2002-0739

commune (s) : Lyon 3°

objet : **Acquisition d'une bande de terrain nu située 28, rue Saint Philippe**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière -
Service opérationnel - Subdivision sud

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 20 août 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Conformément aux dispositions du permis de construire qui lui a été délivré le 2 août 2001 sous le n° 69383-99-0360 pour l'édification de cinq bâtiments comportant 63 logements, un local d'activités ainsi que la création de 86 aires de stationnement sur un tènement de 2 637 mètres carrés situé 26 à 32, rue Saint Philippe à Lyon 3°, la SCI 28, rue Saint Philippe, représentée par sa gérante, la société lyonnaise de construction Pitance, s'est engagée à céder, à la Communauté urbaine la parcelle nécessaire à la création, d'une voie piétonne, entre les rues Saint Philippe et Saint Maximin.

Il s'agit d'une bande de terrain nu de 373 mètres carrés environ, à détacher de la parcelle cadastrée sous les n° 36 et 71 de la section BD pour une contenance totale de 2 664 mètres carrés.

Aux termes du compromis qui est présenté au Bureau, la SCI 28, rue Saint Philippe, dont le siège social est 96, boulevard Vivier Merle à Lyon 3° ou éventuellement toute société susceptible de lui être substituée, céderait à la Communauté urbaine le bien en cause, libre d'occupation, aux conditions indiquées ci-après :

- 263,50 mètres carrés, à titre gratuit, suivant les dispositions dudit permis de construire et estimés par les services fiscaux, dans le cadre du permis de construire initial, à 80 340,63 €,
- le surplus, soit 109,50 mètres carrés environ, moyennant le prix de 16 693,17 € admis par le service des domaines ;

Vu ledit compromis ;

Vu la délibération du Conseil n° 2002-0444 en date du 4 février 2002 ;

Vu le permis de construire n° 69383-99-0360 en date du 2 août 2001 ;

DECIDE

1° - Approuve ledit compromis.

2° - Autorise monsieur le président à le signer ainsi que l'acte authentique à intervenir et destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

3° - La dépense correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme à individualiser n° 0576. Le montant à payer en 2003 sera imputé sur les crédits à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - compte 211 200 - fonction 822, à hauteur de 16 693,17 € ainsi que les frais d'actes notariés estimés approximativement à 2 130 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,